

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 02/05/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE DU LAC D ANNECY

LES ILES 7 rue des TERRASSES

BP 39 – 74 960 Annecy

Références : 20240318-RAP-InspectionUveChavanodOCP
Code AIOT : 0006104565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 mars 2024 dans l'établissement du SILA implanté 310 route du champ de l'Ale 74 650 Chavanod. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr/>

La présente inspection, qui s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées, visait à faire le point sur :

- l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 retranscrivant en droit français les meilleures techniques disponibles pour l'incinération de déchets établies dans le cadre de l'application de la directive IED,
- la gestion des mâchefers,
- les besoins en eau du procédé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT MIXTE DU LAC D ANNECY
- 310 route du champ de l'Ale 74 650 Chavanod
- Code AIOT : 0006104565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est réglementé par arrêté préfectoral du 21 août 2023 pour les principales activités suivantes :

- incinération de déchets non dangereux,
- transit de déchets non dangereux stockés en balles,
- déchetterie pour les professionnels.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le SILA qui exploitait jusqu'alors les installations en régie a fait appel à la société IDEX Environnement en qualité d'opérateur. Le SILA reste néanmoins l'exploitant et le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation.

Rappelons que l'établissement a fait l'objet d'importants travaux de requalification débutés en 2014, comprenant le remplacement de deux de ses trois fours initiaux et la suppression du troisième, le remplacement des dispositifs de traitement des fumées afin d'abaisser les rejets atmosphériques notamment en NOx et l'optimisation de la performance énergétique.

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle et sa référence réglementaire ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Délai proposé
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 2.2.2.a	Demandes d'actions correctives	3 mois
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 3.5.1		
6	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 3.5.2		

Fiches de constats faisant l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
3	PBDD/F et PCB-DL dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 2.2.2.a
4	Emissions atmosphériques en OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 2.2.5
7	Respect des VLE des rejets gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 7.7.1
8	Respect des VLE des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 8
9	gestion des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.7.2.2
10	Prélèvement d'eau industrielle	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 2.4.2.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Sur la base des écarts constatés lors de la visite d'inspection, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes sous un délai de 3 mois :

- transmettre le résultat de la procédure QAL 2 de chacun des deux fours et confirmer que chacune des corrections ainsi déterminée a bien été prise en compte dans la chaîne de mesure, pour répondre aux dispositions de l'annexe 2.2.2.a de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021,
- compléter sous 3 mois le plan de gestion des OTNOC, en application de l'annexe 3.5.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, en ajoutant :
 - que le plafond de durée cumulée de OTNOC de 250 heures par an a pour exception les durées cumulées maximales d'indisponibilités de la mesure de mercure de 500 heures par an et des dispositifs de mesure en semi-continu de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité,
 - l'examen et la mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.
- formaliser les modalités de réalisation de l'évaluation périodique des OTNOC qui devra prendre en compte l'ensemble des éléments de l'article 3.5.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2012 et configurer les automatismes d'exploitation pour qu'ils déterminent de façon explicite la nature de chaque OTNOC,
- concernant la gestion des mâchefers fixée à l'article 3.7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023, justifier sous trois mois que :
 - les résidus de curage du décanteur de la plateforme nord de mâchefers sont de qualité équivalente à celle des mâchefers transitant sur cette même plateforme et, en particulier, qu'ils ne contiennent pas de polluants tels que des hydrocarbures, liés à leur séjour dans un ouvrage de traitement de l'eau,
 - cette pratique ne remet pas en cause la qualité du traitement des mâchefers, notamment la séparation des métaux, en les humidifiant de façon excessive.
- proposer sous trois mois, en les justifiant, une limite journalière et une limite annuelle de consommation d'eau à substituer à la limite de 1 350 m³ par jour ne correspondant plus au procédé actuel de traitement des fumées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
<p>Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :<ol style="list-style-type: none">a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;2. Élimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :<ol style="list-style-type: none">a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :<ul style="list-style-type: none">◦ seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ;◦ plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ;◦ des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
<p>Constats : l'UVE de Chavanod, autorisée par arrêté préfectoral du 21 août 2023 à traiter dans ses 2 fours d'incinération :</p> <ul style="list-style-type: none">• 12 tonnes par heure de déchets non dangereux pour un total annuel de 96 000 tonnes,• 2,5 tonnes par heure de boues de stations d'épuration urbaines pour un total annuel de 20 000 tonnes, <p>relève de la rubrique 3520-1-a de la nomenclature. Elle est à ce titre soumise à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 précité dont les principales dispositions ont été déclinées dans l'arrêté préfectoral du 21 août 2023, pour prendre en compte les spécificités de l'établissement.</p> <p>L'exploitant nous a indiqué qu'en 2023, pendant 16 687 heures de fonctionnement des 2 fours, l'installation avait traité :</p> <ul style="list-style-type: none">• 94 413 tonnes de déchets non dangereux, soit 5,66 tonnes par heure,• 13 635 tonnes de boues, soit 0,82 tonnes par heure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 2.2.2.a
Thème : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée : Mercure – Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années</p>

consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est EN 13 211.
<p>Constat : Lors de l'inspection nous avons constaté la présence de deux analyseurs en continu de mercure, un pour chaque ligne d'incinération. Les valeurs affichées en local par ces analyseurs étaient de l'ordre de 1 µg/m³. Précisons que la limite journalière en NOC est de 20 µg/m³.</p> <p>Les résultats d'autosurveillance montrent un seul dépassement sur les mois de décembre 2023 et janvier 2024, le 29 décembre 2023 avec une concentration journalière de 73.66 µg/m³. L'exploitant a précisé que l'installation n'avait pas subi de dysfonctionnement et que cette teneur était vraisemblablement liée à la présence de mercure dans les déchets.</p> <p>Enfin, l'exploitant nous a indiqué que la procédure QAL 2 des analyseurs de mercure n'avait pas été réalisée et nous a présenté une commande passée le 7 mars 2024 à la société SOCOTEC pour une intervention QAL2 prévue le 22 avril 2024.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de nous transmettre sous trois mois le résultat de la procédure QAL 2 du mercure et de nous confirmer que les corrections ainsi déterminées ont bien été prises en compte dans la chaîne de mesure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-DL dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 2.2.2.a
Thème : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PBDD/PBDF (7) – Fréquence de surveillance : tous les six mois.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes que celles utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p>PCB de type dioxines – Fréquence de surveillance : une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieurs à 0,01 ng OMS – ITEQ/Nm³.</p> <p>(9) À démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>
<p>Constats : La campagne du 1er semestre 2024 n'a pas encore été réalisée. L'exploitant nous a présenté une commande du 7 mars 2024 à la société SOCOTEC destinée à ajouter les dioxines et furanes bromés aux analyses prévues suite aux prélèvements du 22 avril prochain.</p> <p>Par ailleurs, le SILA fait déjà réaliser depuis plusieurs années des mesures de PCB-DL dans le cadre des analyses semestrielles et des analyses en semi-continu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 2.2.5
Thème : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées tous les trois ans, lors des opérations planifiées de démarrage et d'arrêt.
Constats : Pendant les périodes de OTNOC, les rejets de polluants sont analysés. Précisons que lors de la visite en salle de commande nous étions en période NOC. Depuis l'entrée en vigueur du compteur OTNOC le 3 décembre 2023, aucune journée n'a été comptée comme telle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 3.5.1
Thème : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;• mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;• examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts sont reportés dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
Constats : L'exploitant nous a présenté son plan de gestion des OTNOC. Il s'agit de documents de la société IDEX déclinés pour le site. Il est à ce jour composé des documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• « Annecy – Plan de gestion des OTNOC » qui détaille, sur la base de l'annexe 12 du guide FNADE version 4, les situations élémentaires impliquant une OTNOC,

- « Analyse fonctionnelle détaillée – Modifications programmation NOC et OTNOC – IDEX SYNERGIE – VLE NOC / OTNOC – Synthèse des actions automatiques sur rejets gazeux – Logigramme calculs PC DREAL (DEMS 2020) » Ce document présente la logique de passage de NOC en OTNOC et inversement et fait la liste des 15 situations OTNOC listées ci-après :
 - Défaut simultané des analyseurs poussières titulaire et redondant,
 - Défaut simultané des analyseurs multi gaz titulaire et redondant,
 - Débit vapeur très très haut temporisé de 2 minutes,
 - débit vapeur très très bas temporisé de 2 minutes,
 - O₂ très très bas temporisé de 5 minutes,
 - Pas de retour de marche ventilateur d'air primaire,
 - Défaut injection bicarbonate,
 - Défaut injection ammoniacale DENOX,
 - O₂ très très haut temporisé de 5 minutes,
 - Défaut injection coke de lignite,
 - Pression très très haute chambre de combustion temporisée à 1 minutes,
 - Pas de retour de marche brûleur (2 min) et T2S < 850 °C
 - Bypass filtre à manche,
 - Défaut gilles > 30 min,
 - Défaut poussoir > 30 min.

Nous demandons à l'exploitant de compléter sous 3 mois le plan de gestion des OTNOC en ajoutant :

- au plafond de durée cumulée de OTNOC de 250 heures par an les exceptions que constituent les durées cumulées maximales d'indisponibilités :
 - de la mesure de mercure de 500 heures par an,
 - des dispositifs de mesure en semi-continu de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité,
- l'examen et la mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 3.5.2

Thème : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée : L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévues dans l'annexe 2, 2.2.3 ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats : L'exploitant nous a indiqué qu'il analysait la nature et les causes des OTNOC mais que

cet exercice n'était pas formalisé. En particulier, lorsqu'une période OTNOC est détectée, une analyse des causes est conduite au moyen d'un examen des paramètres de fonctionnement des installations. Toutefois, les automatismes ne sont pas programmés pour que la nature des OTNOC, parmi les 15 recensées, soit indiquée aux opérateurs.

La périodicité de l'examen de la nature, des causes, des conséquences, de la fréquence d'apparitions des OTNOC n'est pas fixée.

Nous demandons à l'exploitant de formaliser sous 3 mois les modalités de réalisation de l'évaluation périodique des OTNOC qui devra prendre en compte l'ensemble des éléments de l'article 3.5.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2012. Nous lui demandons également, sous le même délai, de configurer les automatismes d'exploitation pour qu'ils déterminent de façon explicite la nature de chaque OTNOC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 7.7.1

Thème : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

Constats : Les résultats d'autosurveillance ne mettent pas en évidence de dépassement ni d'anomalie en lien avec les VLE entrées en vigueur le 3 décembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 8

Thème : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.

Constats : Les dépassements dans les effluents liquides ont été examinés lors de l'inspection du 18 mars 2024 réalisée dans le cadre de l'action régionale 2024 relative à ce type de rejets. Il convient de noter que les 3 dépassements de la concentration en cuivre détectés en 2023 sont vraisemblablement liés à une charge importante des plateformes de stockage de mâchefers. La couverture de la majorité des stocks de mâchefers dans les mois qui viennent améliorera la situation.

Type de suites proposées : Sans suite administrative dans le cadre de la présente inspection

N° 9 : gestion des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.7.2.2

Thème : Risques chroniques, Conditions de valorisation des mâchefers

Prescription contrôlée : Les mâchefers peuvent, lorsque leurs caractéristiques le permettent (caractéristiques physico-chimiques et potentiel polluant), faire l'objet d'une valorisation dans les conditions fixées par la réglementation et notamment par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011

relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. L'exploitant vérifie, notamment au moyen d'un rapport établi par un hydrogéologue, que chaque chantier où l'utilisation des mâchefers de son établissement est envisagée répond bien aux critères applicables de valorisation liés à l'environnement immédiat de l'ouvrage ou de l'aménagement projeté : implantation hors zone inondable, respect de la distance minimale par rapport à tout cours d'eau, contraintes liées aux captages d'alimentation en eau potable...

L'exploitant s'assure, à l'issue de chaque chantier, de l'utilisation des mâchefers dans les conditions prévues et validées dans le rapport de l'hydrogéologue, quelle que soit l'entreprise qui a réalisé les travaux. Il doit pouvoir justifier du respect de ces conditions et tient les documents correspondants à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les mâchefers seront identifiés par lots. Un plan de gestion et de suivi des lots doit être réalisé. Si les mâchefers ne peuvent être valorisés dans les conditions définies ci-dessus, ils doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées au titre du code de l'environnement.

Constats : L'exploitant a prévu de consacrer l'essentiel de la production de l'année 2023 à la réalisation de l'extension de 2 200 m² de la plateforme sud de stockage de mâchefers. La production du début de l'année 2024 pourrait, selon les besoins, être également utilisée. Compte tenu d'une hauteur de mâchefers de l'ordre de 3 m, le volume nécessaire sera d'environ 6 600 m³ soit 10 560 tonnes pour une densité moyenne de 1,6. Rappelons que l'extension de la plateforme sud avait fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas du 30 mai 2022 et d'un arrêté préfectoral autorisant cette modification du 11 août 2022.

Les mâchefers des lots de janvier à juillet 2023 ont été mis en oeuvre entre fin janvier et fin février 2024. Actuellement, les mâchefers des lots d'août à octobre 2023 sont en cours de traitement avant mise en oeuvre par retrait des métaux, criblage et, pour certains, concassage. Enfin, les lots de novembre 2023 à février 2024 seront mis en oeuvre en mai 2024, selon les besoins, si les analyses valident leur caractère valorisable.

Lors de la visite du chantier de traitement des lots de mâchefers d'août à octobre 2023, la personne en charge des opérations nous a indiqué que leur humidité rendait difficile une séparation efficace des métaux.

L'exploitant nous a transmis l'avis d'un hydrogéologue du 16 octobre 2023 qui donne un avis favorable à la mise en oeuvre de mâchefers de type V2 sur une surface de 3 200 m², une hauteur de 3 à 4,2 mètres et un volume total d'environ 7 150 m³.

Par ailleurs, l'exploitant nous a remis les fiches de classement des lots de mâchefers de janvier 2023 à octobre 2023 concluant que l'ensemble des volumes étaient de type V2.

Compte tenu des hypothèses majorantes prises en compte dans le rapport hydrogéologique ce chantier n'appelle pas d'observation de notre part.

Par ailleurs, lors de l'inspection du site, nous avons constaté que les résidus de curage du décanteur de la plateforme nord de mâchefers étaient disposés dans des « bassins » dont les parois sont constituées de mâchefers. Le représentant de la société IDEX nous a indiqué que ces dispositifs étaient destinés à faire s'écouler l'eau présente dans les résidus de curage vers le réseau d'eau usée industrielle afin que ces résidus puissent être réintroduits dans les mâchefers.

D'une façon générale, les enjeux de cette pratique nous paraissent devoir être établis. Dans ce cadre, nous demandons à l'exploitant de justifier sous trois mois que :

- les résidus de curage du décanteur de la plateforme nord de mâchefers sont de qualité équivalente à celle des mâchefers transitant sur cette même plateforme et, en particulier, qu'ils ne contiennent pas d'excès de polluants tels que des hydrocarbures, liés à leur séjour dans un ouvrage de traitement de l'eau,

- cette pratique ne remet pas en cause la qualité du traitement des mâchefers, notamment la séparation des métaux, en les humidifiant de façon excessive.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prélèvement d'eau industrielle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 2.4.2.1

Thème : Risques chroniques, limite réglementaire de prélèvement

Prescription contrôlée : L'installation d'incinération est alimentée en eau par le réseau public de distribution, actuellement géré par la communauté d'agglomération du Grand Annecy. Le prélèvement maximal autorisé est de 1 350 m³ par jour.

Constats : Le volume maximal de 1 350 m³ par jour avait été déterminé lorsque l'installation comportait 3 fours dont les fumées étaient traitées par voie humide. L'exploitant nous a indiqué qu'aujourd'hui, il consommait un volume annuel de l'ordre de 20 000 à 25 000 m³.

Nous demandons à l'exploitant de nous proposer sous trois mois, en les justifiant, une limite journalière et une limite annuelle de consommation d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite